**Intervention EELV – Débat d’orientation budgétaire 2019**

**Conseil communautaire 13 novembre 2018**

Le débat d’orientation budgétaire est un rendez-vous important pour questionner nos politiques et leurs arbitrages budgétaires.

Je pose directement les deux sujets de notre intervention :

* Les conditions d’exécution du service public
* Notre capacité à prendre en compte l’enjeu de la transition énergétique.

Les conditions d’exécution du service public au sein de nos compétences impactent d’une part les attentes de nos concitoyens mais également la qualité du rendu des services.

Bien évidemment, cela n’est pas sans incidence sur notre budget.

Dans le cadre du débat, je mets en corrélation deux données : l’évolution de la masse salariale et l’excédent du budget de fonctionnement versé sur l’investissement.

S’agissant de la masse salariale, sujet éminemment politique, il est couramment admis sans pour autant être re-questionné, deux principes :

* Le premier principe semble dire que toute augmentation de ce poste budgétaire indique une non maîtrise des dépenses induisant une gestion défaillante de la collectivité.
* Le deuxième principe semble dire que toute augmentation de ce même poste budgétaire ne peut s’envisager que par une augmentation de la fiscalité.

Je ne pose pas un troisième principe qui porte sur la réduction systématique des fonctionnaires, principe très en vogue dans les programmes de nombreux partis. Mais le débat est ouvert et pas inintéressant.

Je reviens sur la corrélation de la masse salariale et l’excédent du budget de fonctionnement.

L’excédent du budget de fonctionnement transféré, comme l’indique cette proposition de budget, autoriserait des marges de manœuvre sans pour autant avoir recours à la fiscalité et sans abandonner une gestion maîtrisée.

L’excédent indique une consommation du budget non réalisée, du fait d’une bonne gestion mais aussi d’une contrainte exercée sur les ressources humaines.

On peut ou on doit se questionner sur la nécessité d’adapter les ressources humaines avec de nouveaux profils liés à l’évolution des services, mais également à équilibrer la charge de travail quand cela est nécessaire.

Pour notre budget 2019, l’investissement nous est présenté avec un excédent transféré de 3 M€ pour le mettre à hauteur de 24 M€.

L’investissement n’est pas en difficulté pour notre budget avec un niveau initial à 20 M€.

D’autant que nous bénéficions du contrat métropolitain de la Région, du dispositif d’Etat pour les deux villes-centres, et cela sur des programmes pluriannuels.

Ces dispositifs qui permettent de faciliter les opérations d’investissement, viennent compléter les aides de l’Etat, des fonds Feder, de la Région.

Il n’y a donc pas d’inquiétude à moyen terme pour l’investissement sur notre collectivité.

C’est pourquoi, et toujours dans le cadre du débat d’orientation budgétaire, il n’est pas incongru de mettre en corrélation l’évolution de la masse salariale et l’excédent du budget de fonctionnement.

J’ai évoqué les besoins nouveaux de profils profitables aux politiques mis en place. PADD, PLUI, bientôt PCAET, autant de dispositifs concertés, réfléchis et votés qui nécessitent une transversalité dans la mise en œuvre de ceux-ci.

Une direction spécifique à la cohérence de ces actions communautaires serait non seulement nécessaire mais gage de progrès dans cette impérieuse obligation de répondre à la tragédie climatique à laquelle nous devons répondre.

On peut ajouter le renforcement de compétences pour le développement économique en milieux rural sans sortir du sujet.

Cet exemple m’amène sur le deuxième point, la transition énergétique que ce DOB ne fait pas apparaître comme une priorité pour l’avenir proche de notre collectivité.

Pour le coup, dégager un excédent de fonctionnement du fait d’investissements volontaristes et ciblés aurait du sens dans l’objectif de réduction de la consommation des fluides.

Ce transfert sur l’investissement ciblé sur la transition énergétique redonnerait des marges de progrès dans une démarche vertueuse d’économie d’énergie.

Etablir, dans ce domaine, une corrélation en vase communiquant entre la baisse des dépenses générales et les investissements me semble pour le coup salutaire voire indispensable.

Le budget viendra un peu plus tard pour que notre collectivité fonctionne et investisse sur 2019.

Alors laissons vivre le débat pour réévaluer les arbitrages budgétaires nécessaires mais aussi pour prendre à bras le corps ce qui doit demeurer notre objectif majeur, j’ose dire vital, pour les générations qui nous suivront, la transition énergétique sur notre territoire.